

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 20 NOVEMBRE 1929

Proposition de loi relative aux pensions d'invalidité en faveur des anciens combattants et des réquisitionnés.

DÉVELOPPEMENTS

Plus de dix années après la guerre nous sommes encore sollicités par des anciens combattants et des réquisitionnés pour obtenir quelque indemnisation pour le dommage physique subi par suite de leur service militaire ou de leur réquisition.

Malgré tous les dangers, les anciens combattants ont attaqué héroïquement l'envahisseur, et pas à pas, de Liège à Anvers, de l'Escaut à l'Yser, ils ont su résister à l'assaut de l'ennemi. Malgré leurs rangs décimés, dans des conditions inhumaines, au milieu de l'inondation dans les tranchées boueuses de l'Yser, pendant les glaciales nuits d'hiver, à moitié vêtus, à moitié nourris et sans couverture, au prix de souffrances indicibles et d'efforts surhumains, ils ont tenu pendant cinq longues années, dans les circonstances les plus dangereuses, les plus malsaines, les plus déprimantes. Ils étaient mal équipés contre un ennemi beaucoup plus puissant, harcelés par des engins de mort de toutes espèces et par des gaz asphyxiants, très souvent mal nourris, de pain rance, de pommes de terre gelées, de harengs pourris, de féveroles, de café préparé avec l'eau des ruisseaux débordés ou des trous d'obus. Ils n'avaient qu'un couchage malsain, dans des granges non aérées et non éclairées, sur de la paille menue, remplie de gale et de vermine.

Ils vivaient sans soins et sans propreté, loin de l'heureux chez-soi, où la mère ou la femme aurait pu les consoler, sans nouvelles des êtres aimés, seuls avec les jurons des sergents et la mauvaise humeur des officiers.

De même, les réquisitionnés qui, par solidarité avec leurs frères ou leurs camarades qui luttaient à l'Yser, et instigués par de nombreux fonctionnaires ou citoyens pourvus d'autorité, refusaient de travailler pour l'occupant, ont eu à subir l'existence la plus dure, des menaces, des coups, des supplices, la faim dans des taudis malsains ou dans des caves inondées, même des tortures et la mort de la part de feldwebels sauvages.

Ils recevaient de grand matin un morceau de pain sec et une cuillerée de café ersatz et devaient ensuite se rendre en courant à des kilomètres de distance pour abattre des arbres, construire des routes, creuser des tranchées, traîner et transporter de massives pièces de bois ou de lourdes pierres, aussi bien sous un soleil accablant qu'en hiver. Le soir, ils retournaient à leurs baraquements et recevaient encore une cuillerée de soupe aux choux. Souvent, la faim les poussait à se jeter sur les reliefs des soldats allemands ou sur les betteraves dans les champs.

Des milliers d'anciens combattants

et de réquisitionnés sont revenus malades et usés et déjà beaucoup d'entre eux sont décédés.

Nombre d'entre eux ont obtenu une pension, mais nombreux sont ceux qui n'ont pas reçu assez, 10 p. c. là où ils avaient droit à 50 p. c., 30 p. c. là où ils auraient dû avoir 75 p. c. Il y en a qui malgré toutes les insistances n'ont obtenu que 40 p. c. quelques jours avant leur mort ; d'autres qui ont souffert et gardé le lit pendant des mois, n'ont pas eu la commission d'enquête à leur lit de mort, malgré des avertissements répétés et urgents. Certains qui, heureux de la fin des épouvantes de la guerre, portaient courageusement une charge peu lourde, ont plus tard, les forces les abandonnant, fait leur demande, les uns encore à temps, les autres quand c'était déjà trop tard. Les uns rencontrèrent de nombreuses difficultés, les autres devaient apporter des attestations impossibles de médecins qu'ils ne connaissaient pas, qui étaient décédés, ou d'étrangers qu'ils ne pouvaient atteindre.

Nombreux sont ceux qui sont déboutés parce que la maladie ou l'infirmité n'est soi-disant pas à attribuer à un fait de guerre.

Et cependant le Gouvernement écrit à la page 24, paragraphe d de l'article 6 des prescriptions d'application de la loi et du barème des pensions : « qu'il convient de signaler certains cas qui pourraient faire croire à l'existence d'un état constitutionnel anormal. Il a été d'observation, durant la longue campagne 1914-1918, que les dangers, les accidents, les fatigues inhérentes au service en temps de guerre et les intempéries, auxquelles les militaires ont été exposés, ont amené un état de dépérissement, une misère physiologique, une altération profonde de la constitution, une dépression des facultés psychiques d'où sont résultées des affections graves, incurables souvent, ayant eu comme conséquence permanente une invalidité plus ou moins

importante, si pas totale. Dans ces conditions, il s'est préparé un terrain favorable à l'éclosion d'affections graves et, dans certains cas, il ne serait pas équitable de vouloir prétendre qu'elles dépendent d'un état constitutionnel préexistant à l'entrée au service. Afin d'éviter tout malentendu ou toute interprétation défectueuse, pouvant résulter de l'emploi des dénominations : affections constitutionnelles et affections congénitales, il importe que les médecins n'en fassent pas emploi dans les documents militaires. »

Et cependant, il arrive journellement que les anciens combattants et les réquisitionnés, soi-disant parce que leur affection existait avant la guerre ou parce qu'elle peut être attribuée à une disposition physique propre, restent exclus d'une indemnisation équitable, alors que, en réalité, déjà 70,000 anciens combattants sont morts parce qu'ils portent dans leur chair les germes de maladies qui se sont implantées chez eux pendant la guerre.

Chaque jour des maladies se manifestent encore chez les anciens combattants et les réquisitionnés, qui n'ont d'autre cause que les fatigues, les privations de leur service militaire, et cependant nous voyons que le délai pour l'introduction des requêtes est expiré, comme si les gouvernants belges exerçaient leur pouvoir sur les affections et pouvaient promulguer un ordre en vertu duquel toutes les maladies de guerre devaient éclore avant le 31 décembre 1928.

Nous voyons des invalides à qui la pension est refusée, parce que leur affection n'a pas été soignée ou constatée pendant la guerre, comme si cette affection ne pouvait se manifester après la guerre, comme si nombre de maladies ne se développaient secrètement, comme la phthisie et les maladies nerveuses et mentales. Qui oserait prétendre que nombre d'affections cardiaques et artérielles, nombre de maladies de l'estomac et des intestins, même le cancer, ne

rongent la vie des anciens combattants et trouvent leur cause principale dans les émotions, les dangers, les fatigues et les privations de la guerre. Beaucoup d'hommes jeunes, anciens combattants et réquisitionnés, sont morts à l'heure actuelle du cancer, ce qui n'est pas normal pour leur âge, et cependant, personne ne peut citer un fait de guerre comme en étant la cause. Ces futurs malheureux resteront-ils privés d'une pension digne qui mettra leurs derniers jours à l'abri de la misère, uniquement parce que leur affection n'a pas été constatée, parce que leur infirmité n'est pas due à un fait de guerre et qu'il a plu aux gouvernants belges de fixer la limite des demandes à la date du 31 décembre 1928, et qu'il n'a pas plu à leur maladie secrète de se manifester avant cette date.

En conséquence, il est nécessaire de rapporter toutes les restrictions qui figurent dans les décisions ministérielles et dans les lois de 1923, 1925, 1927 et 1929 sur les pensions des anciens combattants et de prendre comme base qu'une affection chez un ancien combattant ou un réquisitionné trouve son origine présumée dans la guerre.

Il est tout aussi pénible de constater que, alors que 80 p. c. des anciens combattants étaient des Flamands et qu'ils luttèrent parfois dans une proportion de 95 p. c. dans les tranchées, 73 p. c.

des requérants obtiennent une pension devant les commissions de pensions à Bruxelles et en Wallonie, alors qu'à Anvers et surtout à Gand, en moyenne 77 p. c. des anciens combattants sont éconduits et que seulement 23 p. c. obtiennent quelque chose.

Pour ces motifs, les anciens combattants et réquisitionnés flamands ne peuvent plus avoir confiance dans l'impartialité et la compétence de ces Commissions et nous demandons une transformation radicale de ces Commissions en cours paritaires pour dommages physiques et l'adjonction de médecins spécialistes et de juristes, désignés par les anciens combattants eux-mêmes. Nous demandons aussi qu'ils y soient représentés par un des leurs.

Ce qui est encore plus grave c'est que, alors que ces hommes ont tout sacrifié à leur pays, ils sont traités et insultés à ces Commissions par des Messieurs qui ne connaissent pas leur langue, et qu'en ces lieux on se dispute et on jure, alors que tout devrait s'y passer dans le plus grand calme et la plus grande équité.

Telles sont les raisons qui motivent le dépôt de la proposition de loi dont la teneur suit.

D^r H. GRAVEZ.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 20 NOVEMBER 1929

Wetsvoorstel betreffende de invaliditeitspensioenen voor Oud-Strijders en Opgeëischten.

TOELICHTING

Meer dan tien jaar na den oorlog, komen oud-strijders en opgeëischten ons vinden om eenige vergoeding te ontvangen om wille van het lichamelijk nadeel dat zij ondergingen wegens hun krijgsdienst of hunne opeiseling.

De oud-strijders zijn, spijs al de gevaren, den indringer heldhaftig te gemoet gelopen, en stap voor stap, van Luik tot Antwerpen, van de Schelde tot den Yzer, hebben ze het vijandelijk stormgeweld weten te bedwingen. Spijs hun gedunde rangen, in onmenselijke voorwaarden, midden de overstroming in de moddergrachten aan den Yzer, tijdens de ijzige winternachten, half gekleed, half gevoed en zonder dekking, ten prijze van onnoemlijk lijden en bovenmenselijke opofferingen, hebben ze stand gehouden vijf lange jaren, in de meest gevaarlijke, de meest ongezonde, de meest ter neerdrukkende omstandigheden. Zij waren onuitgerust tegenover een overmachtigen vijand, die hen met allerlei moordtuigen en giftgassen bestookte. Zij hadden dikwijls slechte voeding, zuur brood, bevrozen aardappels, bedorven haring, zwarte boonen, zoute koffie met water uit overstroomde grachten of obusputten. Zij hadden ongezonde slapings in mufte niet verluchte, onverlichte schuren, in stuk gelopen stroo, vol schurft en ongedierte. Zij leefden zonder verzorging of verversching, verre

van den gelukkigen thuis waar moeder of de vrouw hen troosten kon, zonder nieuws van de meest beminden, alleen 't gevloek der sergeanten en 't gekijf der officieren.

Ook de opgeëischten die, uit samenhoorigheidsgevoel met hun broeders of hun makkers die aan den Yzer streden, en aangezet door menig gezaghebbend ambtenaar of burger, weigerden te werken voor den bezetter, hebben het ergste te verduren gehad: bedreigingen, slagen, martelingen en uithongeringen in donkere, ongezonde krochten of in kelders vol water, zelfs mishandelingen en doodslag vanwege woeste feldwebels.

Ze kregen een stuk droog brood en een schep eratzkoffie in den vroegen morgen, en moesten dan in loopas kilometers verre, om bosschen uit te hakken, wegen aan te leggen, loopgrachten te graven, logge houtblokken en zware steenen te verslijpen en te verdragen in zengende zon als in kouden winter. 's Avonds keerden ze terug naar hun barakken en kregen nog een schep koolensoep. Meermaals wierpen ze zich van honger op den afval van de Duitsche soldaten, of op de beetten in het veld.

Van de oud-strijders zooals van de opgeëischten zijn er duizenden teruggekeerd ziek en gebroken en velen zijn reeds gestorven.

Velen van hen hebben een pensioen bekomen, doch velen bekwamen niet voldoende: 10 t. h. daar waar ze op 50 t. h. recht hebben; 30 t. h. daar waar het 75 t. h. moest zijn. Er zijn er die spijs alle aandringen 40 t. h. kregen eenige dagen vóór dat ze stierven; anderen die maanden lijdend waren en bedlegerig, en niet eens aan hun sterfbed de onderzoekscommissie kregen, spijs herhaalde dringende verwittingen. Sommigen die met een blij gemoed, omdat de verschrikkingen van den oorlog voorbij waren, een lichten last kloekmoedig droegen, deden later, wanneer de krachten hen begaven, hun aanvraag, de eenen nog tijdig, de anderen reeds te laat. De eenen ontmoetten tal van moeilijkheden, de anderen moesten onmogelijke bewijzen inbrengen van geneesheeren die ze niet kenden, of die reeds gestorven waren, van vreemde die ze niet bereiken kunnen.

Menigeen wordt afgewezen omdat zijn ziekte of gebrekkelijkheid zoogezegd niet aan een oorlogsfeit te wijten is.

En nochtans laat de Regeering schrijven op bladzijde 21, paragraaf *d*, van artikel 6 der voorschriften ter toepassing der wet en van den maatstaf der pensioenen: « Dat de aandacht dient gevestigd te worden op sommige gevallen waardoor zou kunnen gemeend worden dat er eene abnormale lichaamsgesteldheid bestond. Onder den langen veldtocht 1914-1918 is er opgemerkt dat de gevaren, de vermoeienissen in verband met den dienst en het slechte weder waaraan de militairen blootgesteld waren, een staat van verzwakking, een physiologische ellende, een diepe ontarding van het lichaamsgestel, een verslapping der geesteskrachten hebben teweeggebracht, waaruit erge, dikwijls ongeneesbare aandoeningen gevolgd zijn, die eene min of meer zware of zelf bijblijvende invaliditeit hebben nagesleept. Diensvolgens hebben de zware aandoeningen hier een gunstig terrein gevonden en het ware in sommige gevallen niet billijk te beweren dat zij afhangen van

een staat van het lichaamsgestel, die reeds vóór de in diensttreding bestond. Om alle misverstand of alle verkeerde uitlegging te vermijden, die zouden kunnen voortvloeien uit het gebruik van benamingen zooals « *affections constitutionnelles* » en aangeboren aandoeningen, is het van belang dat de geneesheeren hiervan niets aantekenen in de militaire stukken. »

En nochtans gebeurt het dagelijks dat oud-strijders en opgeëischten, omdat zoogezegd hun kwaal vóór den oorlog bestond of aan een persoonlijk lichaamsgesteldheid wordt toegeschreven, verstoken blijven van een rechtmatige vergoeding, als in werkelijkheid reeds 70,000 oud-strijders gestorven zijn doordat ze in hun lichaam de kiemen dragen van ziekten die zich tijdens den oorlog bij hen hebben vastgezet.

Dagelijks komen er nog bij de oud-strijders en opgeëischten ziekten voor, die geen anderen uitleg hebben dan de vermoeienissen, de ontberingen van hun oorlogsdienst, en nochtans zien wij de aanvraag voor pensioenen gesloten, alsof de Belgische regeerders hun gezag ook uitvoerden op de ziekten en een bevel konden uitvaardigen dat alle oorlogsziekten vóór 31 December 1928 moeten uitgebroken zijn.

We zien invaliden wie een pensioen geweigerd wordt, omdat hun ziekte tijdens den oorlog niet verzorgd of vastgesteld werd, alsof die ziekte naderhand niet kon uitbreken, alsof vele ziekten niet lang onopgemerkt voortwoekeren, zooals tering en zenuw- en geestesziekten. Wie zal durven beweren dat vele hart- en aderkwalen, vele maag- en darmziekten, ja zelfs kanker, het leven van vele oud-strijders niet aan het afvreten zijn en toch hun voornaamste oorzaak vinden in de aandoeningen, de gevaren, de vermoeienissen en ontberingen van den oorlog? Vele jonge mannen oud-strijders en opgeëischten zijn reeds aan kanker gestorven, wat niet normaal is op hun leeftijd, en nochtans niemand kan een oorlogsfeit als oorzaak ervan aanhalen.

Zullen al die toekomstige sukkelaars verstoken blijven van een menschwaardig pensioen die hen op hun laatste dagen uit de ellende zal helpen, alleen omdat hun ziekte niet vastgesteld werd, dat hun gebrekkelijkheid aan geen oorlogsfeit te wijten is en dat het de Belgische regeerders behaagd heeft de tijdgrens der aanvragen te plaatsen op 31 December 1928, en dat het aan hun heimelijke ziekte niet behaagd heeft voor dien datum uit te breken?

Daarom is het noodig al de bestaande beperkingen in de ministerieele besluiten en in de wetten van 1923, 1925, 1927 en 1929 op de oud-strijderspensioenen op te heffen, en als uitgangspunt aan te nemen dat een ziekte bij een oud-strijder of opgeëischte vermoedelijk uit den oorlog voortspruit.

Even pijnlijk is het om vaststellen dat,wijl er 80 t. h. van de oud-strijders Vlamingen waren, en zij soms met 95 t. h. in de loopgraven streden, op de Commissies voor de pensioenen in Brussel en Walenland gemiddeld 73 t. h. van de aanvragers een invaliditeit bekomen, terwijl te Antwerpen, en te Gent vooral,

gemiddeld 77 t. h. der oud-strijders aan de deur vliegen en slechts 23 t. h. iets bekomen. Daarom kunnen de Vlaamse oud-strijders en opgeëischten geen betrouwen meer hebben in de onpartijdigheid of in de bevoegdheid van die Commissies en vragen wij een grondige hervorming van die Commissies als eventallige hoven voor lichamelijke oorlogsschade en het toevoegen van deskundige geneesheeren en rechtskundigen, door de oud-strijders zelf aangeesteld. We vragen ook dat één hunner er hen zou vertegenwoordigen.

Nog erger is het dat die jongens die alles veil hadden voor hun land, op die Commissies aangepakt worden en beleedigd door mensen die hun taal niet kennen, en dat daar gekeven, getierd en gevloekt wordt, wanneer alles daar in de grootste kalmte en rechtschapenheid zou moeten afgehandeld worden.

Om voormelde redenen wordt volgend wetsvoorstel ingediend.

Dr H. GRAVEZ.

(ANNEXE N° 6.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1929-1930

Proposition de Loi relative aux pensions d'invalidité en faveur des anciens combattants et des réquisitionnés.

ARTICLE PREMIER.

Une affection ou incapacité de travail se manifestant chez des anciens combattants ou des réquisitionnés, donne lieu, en tout temps, par requête adressée au Ministre de la Défense Nationale, à un examen devant les Commissions des pensions d'invalidité, (cours pour dommages de guerre physiques).

ART. 2.

L'octroi d'une pension ne peut être refusé que s'il est prouvé que l'affection n'a pas son origine dans la guerre.

ART. 3.

En cas de 10 p. c. d'incapacité de travail au moins, il sera payé à l'intéressé une pension proportionnée au pourcentage d'incapacité de travail.

ART. 4.

En cas d'aggravation de cette incapacité de travail, un nouvel examen pour aggravation peut en tout temps être sollicité du Ministre de la Défense Nationale.

(BIJLAGE VAN N° 6.)

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1929-1930

Wetsvoorstel betreffende de invaliditeitspensioenen voor oud-strijders en opgeëischten.

EERSTE ARTIKEL.

Een ziekte of werkonbekwaamheid bij oud-strijders of opgeëischten ontstaan, geeft te allen tijde recht, bij aanvraag gericht tot den Minister van Landsverdediging, op een onderzoek voor de Commissies voor invaliditeitspensioenen (hoven voor lichamelijke oorlogsschade).

ART. 2.

Het toestaan van een pensioen mag alleen geweigerd worden als bewezen wordt dat de ziekte haar oorsprong niet vindt in den oorlog.

ART. 3.

Is er ten minste 10 t. h. werkonbekwaamheid, dan wordt aan belanghebbende een pensioen uitbetaald in verhouding tot het per honderd werkonbekwaamheid.

ART. 4.

Bij verergering van deze werkonbekwaamheid, mag steeds, bij den Minister van Landsverdediging, een nieuw onderzoek voor verergering aangevraagd worden.

ART. 5.

L'aggravation d'au moins 5 p. c. donne droit à une augmentation équivalente de la pension.

ART. 6.

Les Commissions existantes des pensions d'invalidité seront remplacées par des cours régionales paritaires pour dommages de guerre physiques, où siègeront, outre quatre délégués du Gouvernement, quatre membres désignés par les fédérations intéressées des anciens combattants et des réquisitionnés, notamment:

1^o Un médecin spécialiste dans l'évaluation de l'incapacité de travail; 2^o un juriste; 3^o un ancien combattant; 4^o un réquisitionné.

ART. 7.

Toutes demandes antérieures refusées seront réexaminées, sur requête au Ministre de la Défense Nationale, par les cours susdites pour dommages de guerre physiques.

ART. 8.

L'intéressé pourra interjeter appel d'invalidité du refus de sa demande, auprès des cours d'appel pour dommages de guerre physiques.

ART. 9.

Les cours d'appel et les cours supérieures d'appel pour dommages de guerre physiques sont composées de la même manière que les cours régionales.

ART. 10.

Tous les membres de ces cours pour dommages de guerre physiques devront connaître la langue des requérants d'une manière approfondie.

ART. 5.

Een verergering van ten minste 5 t. h. geeft recht op een gelijkwaardige verhooging van het pensioen.

ART. 6.

De bestaande Commissies voor invaliditeitspensioenen worden vervangen door gewestelijke eventallige hoven voor lichamelijke oorlogsschade, waar benevens vier algevaardigden van de Regeering, vier leden zetelen, aangewezen door de belanghebbende bonden van oudstrijders en van opgeëischten, namelijk:

1^o Een geneesheer deskundige in het schatten van werkonbekwaamheid; 2^o een rechtskundige; 3^o een oud-strijder; 4^o een opgeëischte.

ART. 7.

Al de vroeger verworpen aanvragen worden, op aanzoek, bij den Minister van Landsverdediging, door deze eventallige hoven voor lichamelijke oorlogsschade herzien.

ART. 8.

Tegen het verwerpen van zijn aanvraag voor invaliditeit mag de betrokkene in beroep gaan bij de beroepshoven voor lichamelijke oorlogsschade.

ART. 9.

De beroepshoven en hogere beroepshoven voor lichamelijke oorlogsschade worden op dezelfde wijze als de gewestelijke samengesteld.

ART. 10.

Al de leden van deze hoven voor lichamelijke oorlogsschade moeten grondig de taal van de aanvragers kennen.

H. GRAVEZ,
E. VAN DIEREN,
J. VAN MIERLO.
D^r S. LINDEKENS.